

3/1/52

c) LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

1. *Daily Telegraph* (2/1, conservateur) :

Aucun relâchement appréciable de la tension en Egypte n'a suivi les récentes nominations royales, qui semblaient refléter une attitude plus conciliante, tout au moins au Palais Abdin. Les déclarations publiques du Premier Ministre, Nahas Pacha, restent aussi intransigeantes que jamais...

Jusqu'ici, les seules propositions faites du côté britannique pour mettre fin au conflit s'appuient sur la création envisagée d'un commandement du Moyen Orient auquel l'Egypte serait invitée à participer. Etant donné que le gouvernement égyptien a déjà refusé, ne serait-ce que d'examiner une telle proposition, il semblerait qu'on n'ait guère d'espoir d'avancer en s'y prenant de cette façon. En même temps, il faut remarquer que les autres membres de la Ligue arabe se sont jusqu'ici abstenus de s'associer à l'attitude purement négative de l'Egypte à l'égard d'un commandement du Moyen Orient. En outre, on a des raisons de croire que le Premier Ministre iraquien, Nouri es Saïd Pacha (qui se trouve actuellement à Londres) a proposé officiellement de rattacher le pacte de sécurité de la Ligue arabe, destiné à opposer un front commun à Israël, au pacte atlantique, dans le but de sauvegarder la sécurité du Moyen Orient dans son ensemble.

Bulletin prothien de presse étr.

1. *Daily Telegraph* (2/1, conservateur)Aucun relâchement appréciable de la tension en
N° 2009 ... des nominations royales, ... DE PRESSE ÉTRANGÈRE

3 JAN 1952

3

Un tel arrangement présenterait des avantages manifestes et il vaut assurément la peine d'être étudié. Cependant, dans la mesure où il impliquerait l'exclusion permanente d'Israël, il priverait les défenses du Moyen-Orient des seules forces militaires véritablement efficaces dans cette région. Il existe également des doutes considérables en ce qui concerne l'attitude de la Turquie. Si l'on considère de façon réaliste la résistance que l'on pourrait opposer dans le cas d'une attaque russe par le Moyen-Orient, on s'aperçoit qu'Israël et la Turquie constituent des facteurs incomparablement plus importants que la Ligue arabe, avec ou sans l'Égypte. Il faudrait beaucoup mieux compter avec la réalité de leurs moyens et de leur volonté de résister que sur la chimère de la Ligue arabe, qui s'est avérée dans le passé politiquement douteuse et militairement négligeable.

Une autre information qui cette fois nous parvient de Washington laisse entendre que le Département d'État aurait préconisé l'acceptation de la demande égyptienne de souveraineté sur le Soudan en échange de la participation égyptienne à un commandement du Moyen-Orient. Rien ne pourrait être plus malavisé. La coopération militaire de l'Égypte à de telles conditions serait absolument sans valeur et le prestige déjà fortement affaibli de la Grande-Bretagne subirait un déclin catastrophique si le gouvernement britannique était prêt à livrer les Soudanais à l'oligarchie corrompue, avide et réactionnaire qui gouverne au Caire... La Grande-Bretagne est responsable avant tout à l'égard du peuple soudanais dont les intérêts ont été admirablement servis par une administration coloniale modèle. Faire des Soudanais, dans le cadre d'un vaste marchandage, les sujets du Roi Farouk serait trahir cette responsabilité et ruiner tout ce qui a été fait. »

2. *Daily Express* (2/1, organe de Lord Beaverbrook) :

« On se méprend fortement en Amérique sur l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard d'un grand nombre de sujets internationaux importants.

La preuve la plus récente en est fournie par l'arrivée à Téhéran de M. Hector Prud'homme et de M. Torkild Rieber, deux représentants américains de la Banque internationale.

Que font-ils à Abadan ? Ils espèrent conclure un marché avec le Dr Mossadeq. Un marché en vertu duquel les droits et les possessions britanniques en Iran seraient pris en charge et exploités par leur propre organisation.

Qui est à l'origine de cette mission ? On doit supposer que c'est l'Amérique qui en est l'instigatrice. En effet, la Banque internationale a son quartier général aux États-Unis et elle est largement dominée par l'Amérique.

La proposition de faire prendre Abadan en charge par la Banque internationale est absolument désagréable au peuple britannique...

Pourquoi, dans ces conditions, l'Amérique soutient-elle le plan de la Banque internationale ? Peut-être parce qu'elle a véritablement le désir de mettre un terme à l'impasse iranienne et de faire couler à nouveau le pétrole d'Abadan.

De toute évidence, elle craint la possibilité de voir le communisme prendre la situation en main en Iran au cas où le régime Mossadeq s'écroulerait.

Et elle peut encore penser que le moyen le plus facile de soutenir le chef de l'Iran, c'est que la Grande-Bretagne se montre « raisonnable » et accepte un compromis qui permettra au Dr Mossadeq de sauvegarder l'économie iranienne.

Mais on ne peut admettre que la Grande-Bretagne se montre raisonnable au point d'abandonner des avoirs représentant 350 millions de livres et qui ont été créés

grâce à l'habileté et à l'esprit d'initiative des ingénieurs britanniques.

Malheureusement, cette tendance à espérer voir la Grande-Bretagne agir « raisonnablement » ne semble pas se limiter à l'Iran.

L'Amérique, dit-on, aurait laissé entendre que la tension anglo-égyptienne se relâcherait si la Grande-Bretagne acceptait de reconnaître Farouk comme roi du Soudan.

Si cela est vrai, les Américains prétendent probablement que l'octroi d'un titre à Farouk ne serait pas payer cher l'établissement d'un pacte défensif du Moyen-Orient destiné à assurer la sécurité militaire du canal de Suez.

Ce serait un faible prix — pour l'Amérique. Mais le canal de Suez est un intérêt britannique. Il en est de même des loyaux Soudanais. Il serait doublement intolérable que la Grande-Bretagne cède aux demandes arrogantes et injustifiables de Farouk à la requête de nos amis américains.

Qui devrait-on blâmer pour l'incompréhension que montre l'Amérique à l'égard de la situation de la Grande-Bretagne ? Pas les Américains, mais les socialistes britanniques qui, pendant les six années qu'ils ont passées au pouvoir, n'ont pas réussi à faire connaître le point de vue britannique.

Existe-t-il une possibilité d'effacer ce legs de faiblesse ? Il y en a une, et c'est le voyage de M. Churchill à Washington.

Soyez sûrs que de ces conversations sortira une amitié nouvelle et meilleure entre la Grande-Bretagne et l'Amérique. Une amitié dans laquelle le point de vue respectif des deux nations sera totalement compris et pleinement pris en considération. »